

SESSIONI URDINARIA DI U 4 DI LUDDU DI U 2022

N° 2022 /M3/26

QUISTIONI URALI DIPUSITATA DA CHJARA VIGNAROLI PÀ U GRUPPU GIUVENTÙ IN MOSSA

Ughjettu : Politique de transport et point d'étape sur le projet « Isularia »

Madame la présidente de l'Office des Transports de la Corse,

Le 10 juillet 2017, à l'occasion d'une conférence de presse présentée comme un point d'étape, Jean-Félix Acquaviva, alors Président de l'OTC précisait l'état d'avancement du projet « Isularia ». Ce dispositif, porté par six régions de Méditerranée, prévoyait la création d'un « métro aérien » reliant la Corse, la Toscane, la Ligurie, le Latium, la Sardaigne, la Catalogne et les Baléares.

Le président de l'Office des Transports déclarait que ce projet avait pour objectif de « permettre un décloisonnement de ces différents territoires en créant un service public aérien fonctionnant toute l'année ». En effet, il s'agissait de « relier de manière quotidienne et constante » neuf villes du bassin occidental de la Méditerranée, à savoir Bastia, Ajaccio, Cagliari, Olbia, Rome, Gênes, Pise, Barcelone et Majorque.

Ce dispositif devait alors être mis en place utilisant des appareils de 50 à 70 places. La politique de prix imaginée était volontairement modérée avec des billets entre 60 et 100€ pour un aller-simple. Pour rendre le modèle viable, une prise en charge à 85% par le programme européen de coopération transfrontalière était prévue, les 15% restants étant mutualisés entre les régions partenaires.

À l'époque, le président de l'Office des Transports considérait le dossier comme « abouti d'un point de vue technique et économique » et prévoyait « d'inaugurer les premiers vols » mi-2019.

La majorité territoriale nationaliste récemment élue voulait alors modifier en profondeur la politique des transports. Volonté partagée par notre groupe. Nous estimons en effet que le modèle mis en place

depuis des décennies, centré sur Marseille pour le maritime et uniquement sur les liaisons avec le continent français pour l'aérien, est anachronique. L'accession aux responsabilités d'une majorité nationaliste a suscité, dans ce domaine comme dans d'autres, d'immenses espoirs au sein de la jeunesse partageant la vision et les fondamentaux du mouvement national.

Après sept ans, force est de constater que le compte n'y est pas.

Si nous saluons les économies réalisées sur la DSP (délégation de service public) maritime ainsi que les réductions sur le tarif résident aérien, le modèle des transports dans son ensemble n'a pas su être repensé. Ce non aboutissement est d'autant plus important dans l'aérien, puisque la Collectivité de Corse est l'actionnaire majoritaire d'Air Corsica. Il suffit d'ailleurs de consulter la carte des destinations sur le site internet de la compagnie pour se rendre compte de la politique aérienne mise en place. Vous y trouverez, des liaisons avec les charmantes et stratégiques villes de Clermont-Ferrand, Dole ou Nantes. En revanche, aucune trace de Rome ou de Barcelone. À l'exception de quelques opérations ponctuelles.

Dès lors, Madame la Présidente, pouvez-vous nous confirmer que l'exécutif n'a pas abandonné l'idée d'inscrire, enfin, la Corse au cœur de son espace naturel à savoir la Méditerranée ? Pouvez-vous nous rassurer quant à votre volonté de mettre un terme à la logique de dépendance profonde ayant poussée la Corse à se tourner exclusivement vers les ports et aéroports français ? Enfin, pouvez-vous nous informer sur l'état d'avancement du projet « Isularia » ?

Je vous remercie